

Unité interdépartementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 19 août 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ZaCh System SA**

ZI La Croix Cadeau  
CS 10079  
49242 AVRILLE

Références : 2022-408\_INSP\_ZACH SYSTEM Avrillé\_RAP  
Code AIOT : 0006301144

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/07/2022 dans l'établissement ZaCh System SA implanté ZI La Croix Cadeau CS 10079 49242 AVRILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à la visite du 20 août 2020 relative aux actions post-lubrizon notamment aux dispositifs de rétention des liquides inflammables. À l'issue de la visite et des constats effectués, un plan d'action a été mis en place par l'exploitant. L'objet de cette visite du 29/07/22 était de faire un point sur l'état d'avancement de certaines actions.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ZaCh System SA
- ZI La Croix Cadeau CS 10079 49242 AVRILLE
- Code AIOT : 0006301144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Staut IED : oui

La société ZACH SYSTEM est un établissement classé Seveso seuil haut au titre de la nomenclature des installations classées appartenant au groupe italien Zambon. Il est spécialisé dans la chimie fine et a pour vocation de fabriquer des molécules et substances à destination notamment des industries pharmaceutiques.

### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 20/08/2020

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conception des rétentions liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Capacité des rétentions des liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12.I	/	Sans objet
3	Capacité des rétentions des liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12.II et III	/	Sans objet
4	Capacité des rétentions des liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12.IV	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Il ressort de la visite d'inspection, que l'état d'avancement des actions prévues est satisfaisant. Il peut être noté les actions mises en place par l'exploitant et, en particulier :

- l'aspect opérationnel de l'état des stocks en temps réel ;
- l'étude des écoulements qui a été effectuée comme demandé à l'été 2021 qui a amené l'exploitant à mettre des mesures pour obturer un regard vers le portail ouest du site en cas de déversement. Il a été constaté la mise à disposition du matériel pour les ESI (équipiers de seconde intervention) ;
- le renforcement de la surveillance des rétentions;
- la planification pour l'amélioration des rétentions des parcs à fûts N°5 (investissement prévu en 2023)

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Conception des rétentions liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des rétentions liquides inflammables récipients mobiles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Conception des rétentions Les rétentions sont étanches, c'est-à-dire qu'elles répondent aux dispositions suivantes : - elles sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité constitué par un revêtement en béton ou tout autre revêtement présentant des caractéristiques d'étanchéité au moins équivalentes ; - elles sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du liquide inflammable éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, s'il existe ; - en cas de rétention locale, le dispositif d'obturation, est maintenu fermé, s'il existe. En cas de rétention déportée, celle-ci est conforme aux dispositions de l'article III-14 du présent arrêté ; - les parois des rétentions sont incombustibles. Si le volume de ces rétentions est supérieur à 3 000 litres, les parois sont RE 30, à l'exception de celles creusées. L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.
<b>Constats :</b> Suite à la dernière visite d'inspection du 20/08/20, l'exploitant a réalisé un bilan de conformité à l'arrêté du 24/09/20 relatif aux liquides inflammables stockés en récipients mobiles. Concernant la conception des rétentions, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant notamment de remédier à la rétention du parc à fût n°5. Par courrier du 16/04/21, l'exploitant a répondu qu'un état des lieux complet des rétentions concernées a été réalisé pour vérifier leur état. Il indique que les murets des parcs à fûts n°4 et n°5 sont en béton ainsi que le sol des cellules d'entreposage de liquides inflammables (cellules 15, 16 et soute). Concernant les fissures sur le parc à fût n°5, l'exploitant a indiqué lors de la présente visite qu'un devis est en cours pour refaire complètement la rétention. Une remontée de nappe affleurante pourrait être à l'origine des fissurations régulières de la dalle en béton. Des travaux plus conséquents sont à envisager. L'exploitant prévoit un investissement au budget de l'année 2023. Le devis, le choix de la solution retenue, la planification des travaux ainsi que les justificatifs relatifs à leur bonne réalisation sont à transmettre à l'inspection des installations classées au fur et à mesure de leur réception.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Capacité des rétentions des liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Capacité de rétention - Cas général Les dispositions du présent article ne sont applicables ni aux cellules de liquides et solides liquéfiables combustibles conformes aux dispositions du point III. de l'article III-13 ni aux cellules de liquides inflammables. I. - Dispositions pour les stockages en récipients mobiles Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention est au moins égal soit : - à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 L ; - à 50% de la capacité totale des récipients avec un minimum de 800 L si cette capacité excède 800 L.
<b>Constats :</b> Selon les éléments de l'étude des dangers transmis par courrier de l'exploitant du 16/04/21, le volume utile des rétentions pour l'entreposage des récipients mobiles est au moins égal à 50 % de la capacité totale de produits : - parc à fûts n°5 avec un volume de la rétention de 180 m <sup>3</sup> pour une capacité de stockage maximale de 300 m <sup>3</sup> ), - parc à fûts n°4 avec un volume de la rétention de 130 m <sup>3</sup> pour une capacité de stockage maximale de 210 m <sup>3</sup> Les rétentions sont des aires bétonnées avec un revêtement résine et des regards dirigeant les liquides vers le bassin de confinement du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Capacité des rétentions des liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12.II et III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Dispositions particulières pour les stockages en récipients mobiles de type contenant fusible  Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles de type contenant fusible contenant au moins un liquide inflammable, ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention est au moins égal à la capacité totale des récipients.</p> <p>III. - Prise en compte du volume des eaux d'extinction ou lié aux intempéries  Pour chaque récipient mobile ou groupe de récipients mobiles contenant au moins un liquide inflammable ou un liquide ou solide liquéfiable combustible, dès lors qu'il entre dans les conditions de proximité avec un liquide inflammable définies à l'article I-3, le volume minimal de la rétention calculé en application du I. ou du II. du présent article est majoré pour contenir également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le volume des eaux d'extinction. L'exploitant prend en compte le volume nécessaire à la lutte contre l'incendie, déterminé au vu de la stratégie incendie définie à l'article VI-1 du présent arrêté, ou une hauteur supplémentaire forfaitaire des parois de rétention de 0,15 mètre en vue de contenir ces eaux d'extinction ;</li> <li>- le volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface exposée aux intempéries de la rétention et du drainage menant à la rétention.</li> </ul> <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, son volume minimal est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés. Le dispositif de drainage ainsi que la rétention sont conformes aux dispositions de l'article III-14 relatif aux rétentions déportées.</p>
<p><b>Constats :</b> En réponse à la visite du 20/08/20, l'exploitant précise que le site dispose de liquides inflammables de catégorie 2 en récipients mobiles fusibles. L'exploitant indique qu'il s'engage à se mettre en conformité pour le 01/01/26.</p> <p>Il précise que les parcs n°4 et 5 communiquent et, qu'à ce stade, leur rétention globale de 310m<sup>3</sup> permettrait de recueillir totalement l'un ou l'autre des parcs.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de l'avancement des travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Capacité des rétentions des liquides inflammables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.12.IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Capacités des rétentions (autres liquides)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. - Dispositions applicables aux stockages d'autres liquides Sont considérés comme autres liquides, les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, autres que les liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles visés à l'article I-1 du présent arrêté. Tout stockage de ces autres liquides est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.
<b>Constats :</b> Suite à la vérification de l'ensemble des rétentions du site, l'exploitant a identifié des rétentions dont les capacités de stockage utiles ne répondent pas à cette prescription. L'exploitant s'est engagé à y remédier pour le 01/01/26. Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué que cela concernait 3 rétentions. La première à être remise en conformité est celle dédiée à l'entreposage de Formol.  Il est demandé à l'exploitant de transmettre la liste des rétentions concernées ainsi que l'échéancier prévu pour la remise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet